Mouvement international ATD Quart Monde
Comité international 17 octobre
Forum du refus de la misère
Juillet 2025

Synthèse des réponses reçues à la consultation soumises au Comité international 17 octobre

Journée mondiale du refus de la misère 2025

Table des matières

Introduction....5
Remerciements....5
Statistiques....6
Sous-thème pour 2025....7
1. Réponses au sous-thème proposé....7
2. Réponses au sous-thème proposé pour 2025....7
2.1. Raisons et implications....7
2.1.1. Les votes "Oui"....7
Effets dramatiques et durables de la maltraitance institutionnelle sur les plus pauvres..7
Les professionnels souffrent également des effets dramatiques de la maltraitance sociale et institutionnelle....8
Lutter contre l'indifférence et l'invisibilisation....8
Appel à davantage de solidarité....9
La persistance de la pauvreté....10
La co-construction....10
Les guerres et les conflits impliquent de nombreuses formes de maltraitance....10
La corruption....11
L'avenir des enfants : parents, l'État et la société....12
La continuation d'un travail déjà commencé....13
L'injustice....14
L'activisme de la jeunesse : Une manière de dépasser les logiques de clan....14
Les défis quotidiens....15
Respecter des droits fondamentaux....15
Donner du pouvoir d'agir aux enfants et à leurs familles....16
L'importance d'agir maintenant....16
La nécessité de construire la confiance en soi des enfants....16
Changer le regard de la société....16
L'éducation des enfants et les écoles....17
2.1.2 Les votes "Peut-être"....18
Le sous-thème ne prend pas en compte les personnes qui ne peuvent pas avoir ou ne veulent pas avoir d'enfants....18
Initier un changement immédiat....18
Nécessité d'une action sur le long terme....18
Le sous-thème paraît trop large....18
Difficile d'imaginer comment aller plus loin avec ce thème....19
Le sous-thème est trop focalisé sur les enfants et les familles....19
2.1.3. Les votes "Non"....20
Propositions de nouveaux thèmes....20
Le sous-thème s'éloigne trop du thème principal....20
La corruption et le manque de moyens sont des obstacles....20
Le thème exclut les personnes seules....20
Adopter le principe de "*Ne laisser personne de côté*"....21
Une opportunité de parler de travaux de recherche existants....21
Promouvoir une vision systémique de la maltraitance institutionnelle....21
Une utilisation problématique du terme de "maltraitance"....22

Difficile de lutter efficacement contre la misère sans paix au préalable.....22
2.2. Expériences et observations.....23
2.2.1. Pousser à une gestion participative des ressources.....23
2.2.2. Difficulté d'accès à l'éducation.....23
2.2.3. Difficulté d'accès aux services de santé.....24
2.2.4. La corruption.....24
2.2.5. Le caractère conditionnel de l'aide et les lourdes démarches administratives.....24
2.2.6. Le placement des enfants par les services sociaux.....25
2.2.7. Privilégier l'écoute et la confiance plutôt que l'indifférence et l'exclusion.....25
2.2.8. La persistance intergénérationnelle de la pauvreté.....26
2.2.9. L'absence de systèmes de protection sociale : une forme de maltraitance.....26
2.2.10. Les difficultés d'accès à l'identité légale.....26
2.2.11. Les difficultés d'accès à la propriété d'un terrain.....26
2.2.12. Les personnes déplacées internes.....27
3. Sujets importants ayant émergé de la consultation.....28
3.1. Éducation, alphabétisation et formation.....28
3.2. Logement, droits fonciers et habitat digne.....28
3.3. Justice sociale/fiscale et environnementale.....28
3.4. Alimentation autosuffisante et durable.....29
3.5. Protection de l'enfance et des personnes vulnérables.....29
3.6. Violences.....29
3.7. Écologie, climat et catastrophes naturelles.....29
3.8. Discrimination et stigmatisation.....30
3.9. Accès aux droits et services publics.....30
3.10. Dialogue, participation et engagement citoyen.....30
3.11. Emploi, pauvreté et économie.....30
3.12. Jeunesse, bénévolat et dérives sociales.....31
3.13. Numérisation et maltraitance institutionnelle.....31
3.14. Polarisation des sociétés et nécessité d'éduquer à la pensée critique.....31
3.15. Unité, paix et avenir sans pauvreté.....31
Sujets importants relativement "isolés" (thèmes spécifiques ou moins récurrents).....31
4. Anciens thèmes à remettre en avant.....32
5. Sujets proposés pour le thème principal en 2026-2027.....33
5.1. Nouveaux sujets.....33
5.1.1. Respect de la dignité et accès aux droits fondamentaux.....33
5.1.2. Alimentation et sécurité alimentaire.....33
5.1.3. La souffrance, les violences et le racisme.....33
5.1.4. Paix et désarmement.....33
5.1.5. Environnement, climat et développement durable.....33
5.1.6. La reconnaissance.....34
5.2. Nouveaux thèmes ou sous-thèmes.....34
6. Participation à une session par Zoom.....36
6.1. La rencontre par Zoom.....36
6.1.1. Les participants et participantes à la consultation ont partagé ce qu'ils espéraient durant ce Zoom :.....36
6.1.2. Partager ses expériences et échanger avec d'autres :.....36
6.1.3. Pistes sur ce que les participants et participantes pourraient faire pour le 17

octobre :.....37
6.1.4. Les participants et participantes pourraient discuter de différentes approches pour s'opposer à la maltraitance.....37
6.2. Échos des rencontres par Zoom.....37
Documents ressources évoqués par les contributeurs et contributrices :.....38

Introduction

Comme vous le savez, notre thème général 2024-2025 pour la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté (IDEP), proposé par notre processus de consultation et approuvé par les partenaires des Nations unies, est « *Mettre fin à la maltraitance sociale et institutionnelle* ». L'année dernière, en 2024, nous avons décidé de ne pas avoir de sous-thème. Pour 2025, dans le cadre de la célébration mondiale par les Nations Unies et les partenaires, nous aimerions proposer un sous-thème axé sur les enfants et les familles vivant dans la pauvreté, en reconnaissant que l'extrême pauvreté, la séparation forcée et l'absence de soutien nécessaire sont des formes de violence institutionnelle à leur encontre.

Les raisons de cette proposition de sous-thème sont les suivantes :

Lors de la consultation de l'année dernière, 43 % des répondants étaient déjà favorables à cette proposition et même les personnes/groupes qui ont voté pour le thème « *Mettre fin à la maltraitance sociale et institutionnelle* » ont estimé que la façon dont la pauvreté sépare parents et enfants des familles vivant en pauvreté pouvait constituer un sous-thème couvert par ce thème plus large. Nous pensons que cette proposition de sous-thème est conforme aux souhaits déjà exprimés.

Le soutien aux familles en situation de pauvreté est un élément clé pour mettre fin à la pauvreté des enfants, une priorité pour de nombreuses organisations à travers le monde. En novembre 2025 se tiendra le deuxième Sommet mondial sur le développement social visant à combler les lacunes et à réaffirmer le programme d'action convenu lors du premier Sommet sur le développement social en 1995, qui comprend des politiques et des programmes axés sur la famille (y compris une protection et un soutien complets aux familles vivant dans la pauvreté) dans le cadre d'une approche globale intégrée du développement. Le Sommet de novembre visera à donner un élan à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme concentrera son rapport 2025 à l'Assemblée générale des Nations Unies sur le thème « État providence et contrôle : le paternalisme du soutien ». Une partie du rapport portera sur la maltraitance institutionnelle et examinera comment les institutions censées garantir le bien-être des enfants conduisent à la stigmatisation ou au retrait inutile d'enfants de leur famille.

Remerciements

Nous adressons nos sincères remerciements à toutes les personnes ayant contribué à ce résumé. Vos efforts collectifs sont non seulement indispensables à notre équipe de coordination du Forum, mais également fondamentaux pour le succès global de la consultation.

Nous exprimons une gratitude particulière à **Moya Amateau**, **Alejandro Morán**, **Dawn Francis-Pester** et **Alice Schonbach** pour leur soutien inestimable dans l'amélioration de la clarté des contributions en plusieurs langues.

Statistiques

En 2025, nous avons reçu **73 contributions**, dont 59 contributions individuelles (81%) et 14 contributions collectives (19%).

Malgré leur relative rareté (14 contributions), **les contributions collectives rassemblent énormément de monde** : 142 personnes (71%) sur un total de 201 personnes ayant contribué à la consultation cette année.

Les contributions collectives viennent de 11 pays différents : la Bolivie, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, les États-Unis, la Grèce, Haïti, les Pays-Bas, la République démocratique du Congo, la Tanzanie avec une contribution collective envoyée chacun, ainsi que la France et le Pérou avec respectivement deux et trois contributions collectives envoyées.

Les contributions ont été reçues en cinq langues cette année : 50 en français, 15 en anglais, 5 en espagnol, 2 en néerlandais et 1 en arabe.

Parmi les 201 personnes qui ont contribué d'une manière ou d'une autre à la consultation cette année, **85 personnes** (soit 42 %) **avaient une expérience personnelle ou vécue de la pauvreté**.

Liste des 28 pays ayant contribué :

Afrique (11)	#[1]	Amérique du Nord (1)	#	Amérique latine et Caraïbes (5)	#	Asie (4)	#	Europe (7)	#
Burkina Faso	1	États-Unis	3	Bolivie	1	Inde	3	Allemagne	1
Cameroun	4			Colombie	1	Liban	1	Belgique	1
Côte d'Ivoire	2			Haïti	1	Philippines	1	France	17
Maurice	3			Pérou	3	Thaïlande	2	Grèce	1
Madagascar	1			République dominicaine	1			Pays-Bas	2
Mauritanie	1							Royaume-Uni	1
Nigeria	1							Suisse	1
Djibouti	1								
République Démocratique du Congo	11								
Sénégal	6								
Tanzanie	1								

Total : 73 contributions

1 Nombre de contributions.

Sous-thème pour 2025

1. Réponses au sous-thème proposé

Parmi les 59 contributions individuelles, 45 (soit 76% des votes individuels exprimés) ont répondu *"Oui*", 8 (soit 14%) ont répondu *"Peut-être*" et 6 (soit 10%) ont répondu *"Non*".

Parmi les 14 contributions collectives :

- une contribution de République Démocratique du Congo fait état de 6 "*Oui*" et 1 "*Peut-être*",
- une contribution de Bolivie fait état de 4 "*Oui*",
- une contribution de Côte d'Ivoire dit "*Non*" pour tout le groupe (10 personnes),
- une première contribution du Pérou dit "*Oui*" pour tout le groupe (5 personnes),
- une contribution de Grèce dit "*Oui*" pour tout le groupe (25 personnes),
- une contribution des Pays-Bas dit "*Oui*" pour tout le groupe (11 personnes),
- une contribution de France dit "*Oui*" pour tout le groupe (15 personnes),
- l'autre contribution de France dit "*Peut-être*" pour tout le groupe (2 personnes),
- une contribution de Tanzanie dit "*Oui*" pour tout le groupe (7 personnes),
- une deuxième contribution du Pérou dit "*Oui*" pour tout le groupe (4 personnes),
- une troisième contribution du Pérou dit "*Oui*" pour tout le groupe (7 personnes),
- une contribution du Burkina Faso dit "*Oui*" pour tout le groupe (18 personnes),
- une contribution des États-Unis dit "*Oui*" pour tout le groupe (2 personnes),
- une contribution d'Haïti dit "*Oui*" pour tout le groupe (25 personnes).

Pour les contributions collectives le "*Oui*" a donc récolté 129 votes (91% des votes collectifs exprimés), *le* "*Non*" 10 votes (7%) et le "*Peut-être*" 3 votes (2%).

Pour le nombre total d'individus ayant contribué, le "*Oui*" a récolté 174 votes (soit 87% des votes exprimés), le "*Non*" a récolté 16 votes (8%) et le "*Peut-être*" a récolté 11 votes (5%).

2. Réponses au sous-thème proposé pour 2025

2.1. Raisons et implications

2.1.1. Les votes "Oui"

Effets dramatiques et durables de la maltraitance institutionnelle sur les plus pauvres

« La maltraitance institutionnelle touche l'ensemble de la population. Elle a des effets dramatiques et durables sur les personnes en situation de pauvreté. Elle les empêche de sortir de la pauvreté. La souffrance extrême qu'elle génère est souvent méconnue. Elle est un véritable obstacle à leur accès aux droits. » (Samuel K., Cameroun)

Les professionnels souffrent également des effets dramatiques de la maltraitance sociale et institutionnelle

« Lorsqu'il y a maltraitance sociale ou institutionnelle, les professionnels des institutions expriment souvent être prisonniers de mécanismes, d'objectifs, de moyens, qui les empêchent d'agir mieux. » (Samuel K., Cameroun)

« Nous avons participé ces dernières années à deux actions de recherche collaborative dont les enseignements irriguent nos actions [...]. Nous avons [...] observé que la prise de conscience devait pouvoir être collective et que la "dénonciation" produisait un effet de résistance chez des professionnels eux -mêmes en situation difficile dans leur travail ... qui de fait produisait parfois l'effet inverse de celui recherché. Cela nous a rendu prudents sur la question des "maltraitances institutionnelles" tant il nous est apparu qu'il s'agissait de fait d'une approche "écosystémique" dans lequel chacun avait sa part de responsabilité. » (Michel J. et Lise-Marie S., France)

« Nous sommes conscients que de nombreuses familles et enfants vivent de telles expériences. Cela peut être causé par le système, les personnes dans le système, ainsi que par les personnes vivant elles-mêmes dans la pauvreté, qui ont leurs propres limitations. Cela peut mener à une privation d'opportunités. Mais nous devons également être conscients qu'il existe de nombreux cas où les personnes faisant partie du système font de leur mieux pour surmonter la situation. » (Narumol N., Thaïlande)

Lutter contre l'indifférence et l'invisibilisation

« Les événements climatiques récents (sans même parler des guerres) ont révélé à quel point les populations les plus pauvres étaient délaissées et l'avenir des enfants ignorés. Le passage du cyclone Chido sur Mayotte en est une sinistre illustration. Les décisions en cours de la nouvelle administration américaine témoigne aussi d'une totale indifférence vis-à-vis des populations les plus pauvres et de l'avenir de leurs enfants. » (Philippe J., France)

« Il y a la question des droits et celle de l'invisibilisation de la pauvreté. Cette dernière fait référence au fait que la réalité de vie des personnes vivant dans une pauvreté persistante est inconnue de celles et ceux qui espèrent les servir ou les aider d'une manière ou d'une autre. Ce manque de sensibilisation a des impacts négatifs et de grande portée sur les enfants et les familles. » (Susie D., États-Unis)

« Il existe toujours un tabou autour de la pauvreté. Nous ressentons cela comme notre mission de la rendre plus visible et de l'aborder avec les autres membres de notre société, y compris à travers un dialogue avec le gouvernement. Lorsque l'on prend pleinement conscience de ce que la pauvreté fait à une personne, le changement peut se produire. » (*contribution collective*, Pays-Bas)

Appel à davantage de solidarité

« Pour moi, le développement rural signifie "la création des richesses de demain" compte tenu du [fait] que l'économie actuelle ne suffit pas aux populations actuelles. Ainsi, construire un avenir sans pauvreté pour les enfants doit être l'affaire de Tous ! » (Seynabou M., Sénégal)

« La maltraitance et la violence que subissent les familles. Or, si on se met ensemble, on peut l'éradiquer. Aussi, le manque de travail décent. Aussi, certains aspects qui tracassent la communauté et ça contribue à la croissance de la pauvreté. Ensemble, on peut faire le plaidoyer pour la terminer. » (Remy B., *contribution collective*, République démocratique du Congo)

« Nous continuons à vivre des maltraitances institutionnelles. Cela fait partie du quotidien dans les institutions éducatives, dans les centres de santé. Surtout, ce sont les enfants, les mères célibataires, les personnes âgées et les femmes enceintes qui en souffrent. Comme si cela était normal, personne ne dit rien, personne ne fait rien. Il faut nous unir à cette souffrance de nos voisins. Faire entendre ces réalités et porter nos voix dans le monde. » (*contribution collective*, Pérou)

« En adoptant ce sous-thème, nous reconnaissons que la lutte contre la pauvreté et la maltraitance nécessite une approche holistique, impliquant à la fois les institutions et la société civile. Il est impératif de transformer les structures institutionnelles pour qu'elles soutiennent véritablement les familles et de promouvoir une culture de solidarité où chaque enfant a la possibilité de s'épanouir pleinement. » (David A., Île Maurice)

« La question de la manière de restaurer la solidarité a été abordée. Il est nécessaire de créer des rencontres pour apprendre à nous connaître, ce qui permet de faire tomber les préjugés et de voir et valoriser les qualités des autres. Même la personne vivant dans la pauvreté a une valeur pour une société inclusive. L'égalité, des relations humaines et des valeurs humaines justes en les vivant soi-même est notre objectif. » (*contribution collective*, Pays-Bas)

« Centrer sur la famille est rassembleur. D'autre part les enfants sont les premières victimes de la pauvreté mais ils sont aussi volontiers solidaires des plus vulnérables, on peut donc les associer à la journée. Nous allons essayer d'orienter la commémoration de la journée sur ce que les parents souhaitent pour leurs enfants et sur la façon dont la société peut les aider au lieu de leur mettre des bâtons dans les roues. » (Michèle M., France)

« Les parents, la société civile, institutions publiques et les organisations internationales doivent unir leurs forces pour bâtir un environnement propice à l'épanouissement des enfants. Parmi ses actions nous pouvons cités :
- Des politiques sociales plus justes (accès universel à l'éducation, à la santé, au logement, l'enregistrement à l'état civil...)
- Une participation active des parents dans les décisions qui concernent leurs enfants.
- Une sensibilisation aux discriminations dont sont victimes les enfants issus de familles défavorisées. » (Omar M., Sénégal)

« Les parents jouent un rôle fondamental dans la protection et le bien-être de leurs enfants, mais il est également nécessaire que la société dans son ensemble s'engage à créer un environnement favorable. En unissant les efforts des parents et de la société, il est possible de construire un avenir où chaque enfant peut grandir dans un environnement sans pauvreté et sans maltraitance. » (Adolphe C., Sénégal)

« Il est important de placer en priorité l'attention portée aux enfants dans la lutte contre la maltraitance institutionnelle et surtout en associant dans cette lutte leurs parents et les différentes composantes de la société, qu'elles soient institutionnelles ou associatives et citoyennes. » (Hugues C., France)

La persistance de la pauvreté

« Le problème de la pauvreté est sa "transmission sociale". Tout se passe comme si on ne pouvait plus sortir de la nasse. » (Yves J., France)

« Souvent, la pauvreté se reproduit de générations en générations : il est temps de stopper ça et que les enfants puissent avoir la chance de s'en sortir et puissent être pris en compte à leur juste valeur, d'où qu'ils viennent. » (Gaëlle D., Île Maurice)

La co-construction

« Je suggérerais : "Mettre fin à la maltraitance sociale et institutionnelle : les parents et la société co-construisent un avenir sans pauvreté pour les enfants." La co-construction est un concept qui commence à s'imposer et se généraliser. […] Ça devient à la mode en Europe. » (Pierre K., France)

Les guerres et les conflits impliquent de nombreuses formes de maltraitance

« La maltraitance sociale renvoie aux conflits sociaux qui sont provoqués des groupes tapis dans l'ombre quelque part, loin des affrontements de terrains. On ne sait jamais qui incitent ces jeunes affamés, drogués et armés à semer la terreur dans les populations pauvres et vulnérables. Les groupes armés non étatiques n'est autre chose que de la barbarie organisée. Les enfants, les femmes et les vieillards vulnérables sont les meilleurs perdants. » (Ferdinand M., Cameroun)

« [La maltraitance évoque] les guerres causant les massacres et le déplacement de milliers de personnes, les tortures physiques et psychologiques, les violences sexuelles, la famine et la pauvreté. » (Philemon K., République démocratique du Congo)

« Le Mouvement pour une alternative non-violente (MAN) travaille sur le thème de la parentalité depuis longtemps en s'efforçant de construire une éducation à la paix et à la non-violence. Plusieurs des groupes locaux proposent des interventions dans les établissements scolaires pour initier à la résolution non-violente des conflits. Et les IFMAN (Instituts de formation du MAN) interviennent plus directement sur le thème de la parentalité tant auprès de professionnels (enseignants, travailleurs sociaux) que de groupe de parents. Le MAN participe aussi aux luttes non-violentes pour transformer la société en ayant une attention aux personnes en précarité. » (Patrick H., France)

« Pour nous, un monde sans pauvreté, un monde sans maltraitance c'est un monde de paix, c'est un monde où l'on peut vivre en sécurité. Nous vivons dans le stress et cela pèse tellement sur nous, sur nos enfants. Chez nous, comme dans la rue, nous avons peur. Nous ne pouvons pas réfléchir, nous concentrer, le stress est trop grand. Réfléchir à des solutions, à ce que nous pourrions faire, nous n'en sommes plus capables. Tout est mélangé, nous ne parvenons pas à nous concentrer sur un but bien déterminé, sur notre avenir. [...] Une société sans maltraitance, sans pauvreté pour nos enfants, c'est une société où un enfant n'est pas entouré d'armes en grandissant. Où il peut faire ses choix librement. Aujourd'hui, on se sent coincé, on ne peut pas agir pour construire l'avenir de nos enfant mais nous avons toujours l'espoir, l'espérance. Le pays changera et nos enfants participeront aux changements. » (*contribution collective*, Haïti)

La corruption

« Quant à la maltraitance institutionnelle qui maintient dans la pauvreté, c'est aussi de la barbarie organisée ; la corruption pour des postes dans la fonction publique. Il faut payer des millions de francs pour se voir recruté dans un corps étatique où l'employé doit récupérer son versement sur les usagers des services qui sont censés être gratuits ou de droit de nationalité. Celui qui cherche le droit chemin est laissé dans sa misère. Il est le mauvais grain pour la société corrompue jusqu'au chef. » (Ferdinand M., Cameroun)

« La situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, c'est que lorsque vous voulez faire quelque chose, vous devez donner de l'argent : la corruption. Cela nous fait reculer et nous devenons stagnants, sans construire un avenir meilleur. Donc, lorsque l'on vous demande de donner de la corruption, vous êtes paralysé. Vous ne pouvez pas progresser, vous ne pouvez pas faire ce que vous devez ou voulez faire, cela vous fait reculer de nombreux pas. » (Yusuph, *contribution collective*, Tanzanie)

L’avenir des enfants : parents, l’État et la société

« [Cela rappelle] la responsabilité des parents vis-à-vis de leurs enfants et le devoir de l'État de s'assurer que les familles ont les moyens de prendre en charge l'avenir de leurs enfants. Que les États revoient les systèmes et services d'aides aux familles ! » (Patricia A., Île Maurice)

« Ce thème met au clair le rôle essentiel que jouent à la fois les parents et la société dans la lutte contre la pauvreté et dans la création d'un avenir meilleur pour les enfants. Les parents sont les premiers éducateurs et protecteurs des enfants, fournissant l'amour, la sécurité, et les ressources nécessaires pour leur développement. La société, quant à elle, englobe les institutions, les communautés, et les gouvernements qui contribuent à créer un environnement favorable pour le bien-être et la croissance des enfants. » (Arsène A. République démocratique du Congo)

« Les parents sont les premiers à se lever pour ne pas laisser leurs enfants vivre dans la pauvreté et cherchent à se faire entendre par la société. Si la société est prête à les entendre, alors ensemble on peut construire un avenir sans pauvreté pour les enfants et, par conséquent, pour les parents. » (*contribution collective*, Pays-Bas)

« [Le thème suggéré] n'insiste pas seulement le mauvais traitement social, mais aussi institutionnel ; pas seulement sur [le rôle] [d]es parents, mais [aussi] sur [celui de] la société pour construire un avenir sans pauvreté pour les enfants ; [c'est donc] très inclusif. » (Josephine A., Nigeria)

« Toutes les actions de Communautés pour la résilience (CFR) commencent par l'« allumage » des droits des enfants, avec des bibliothèques communautaires, des enregistrements de naissance et la création de comités de jeunes. Toutes les actions débutant avec les enfants ont un impact sur les parents, qui, quelques mois ou années plus tard, créent des actions pour la scolarisation, l'épargne, etc. Ensuite, les parents sont rapidement capables d'expliquer aux unités gouvernementales locales ce qu'ils pourraient faire ou comment aider dans les initiatives des parents : cela crée la citoyenneté avec un esprit participatif. C'est pourquoi, chez CFR, nous sommes convaincus que le début de l'action avec les familles et la société permet un meilleur avenir pour les enfants, et que la motivation de l'action avec les enfants incite la société et les familles à agir pour eux. » (Michel B., Philippines)

« Oui, ce sous-thème est pertinent, car il met en lumière le rôle crucial des parents et de la société dans la lutte contre la pauvreté infantile. Il souligne aussi la responsabilité des institutions à garantir un environnement où chaque enfant peut grandir avec dignité et opportunités.

Toutefois, il serait intéressant d’explorer comment les politiques publiques, l’éducation et l’accès aux services de base peuvent être renforcés pour concrétiser cet avenir sans pauvreté. Peut-être faudrait-il aussi inclure la voix des enfants eux-mêmes dans cette réflexion. » (Danielle H., France)

« Les institutions devraient respecter et accepter les enfants, les prendre en charge et les protéger. Ils se trouvent dans les institutions en raison de difficultés familiales – pauvreté, monoparentalité, etc. » (Gracy F., Inde)

« La société ne prend pas bien en compte les enfants dans leur situation individuelle et leurs besoins spécifiques (au niveau de l'école…). Il y a un gros travail à faire là-dessus au niveau des institutions. » (Gaëlle D., Île Maurice)

« Le changement climatique est à la base des fortes inondations des maisons des familles et des terres arables rendant parfois certaines saisons culturales [beaucoup] moins productives. Malgré ces situations, les parents restent confiants et travaillent toujours avec courage pour offrir à leurs enfants un meilleur avenir (éducation scolaire, nourriture, habillement, soins de santé, etc.).

Le choix d'un tel thème encouragerait nombreux parents à s'apercevoir davantage de la valeur de leurs efforts quotidiens fournis pour que l'avenir de chaque enfant soit garanti. Aussi, ce thème permettrait que la société reconnaisse ces efforts des parents comme un moyen efficace de lutte contre l'extrême pauvreté. » (Justin B., République démocratique du Congo)

« La société peut réfléchir à maintenir cette situation ou à aider ces enfants à pouvoir contribuer à la construction de la société de demain. C'est ainsi que nous devons considérer la situation. Soit nous ne la prenons pas au sérieux, soit nous agissons pour l'avenir meilleur des enfants d'aujourd'hui. Cela dépend de la manière dont nous agissons aujourd'hui, car cela décide de leur avenir. » (Hemed N., *contribution collective*, Tanzanie)

La continuation d'un travail déjà commencé

« Les "parents" et la "société" ensemble me semble tout à fait pertinent, notamment en raison de la manière dont certaines équipes ayant participé à la recherche sous ce nom poursuivent les recommandations. Cela permettra de reconnaître et de soutenir le travail récent effectué en Europe avec les parents dont les enfants ont été retirés, placés en famille d'accueil ou adoptés sans leur consentement. » (Susie D., États-Unis)

« [Le sujet du sous-thème] est la question la plus importante sur laquelle nos membres ont travaillé au cours de la dernière décennie, et plus particulièrement au cours des trois dernières années.

Je joindrai les preuves que nous avons soumises à Olivier De Schutter pour son rapport thématique à l'Assemblée générale des Nations Unies sur "Bien-être et contrôle : Le paternalisme du soutien" ». (Diana S., Royaume-Uni)

« Les parents ont pour tâche d'élever et d'éduquer leurs enfants et de les préparer pour la vie adulte. Les parents biologiques assument souvent le rôle parental. [Il faut :] 1) Rendre accessible à tous l'ensemble des droits. 2) Prévenir les exclusions, faire face à l'urgence, inscrire la politique dans la longue durée. 3) Prendre en compte la pluridimensionnalité de la pauvreté et de l'exclusion sociale en menant une politique globale et intégrée. » (Martinos K., République démocratique du Congo)

« Pour nous, [...] cette proposition réunit deux axes forts de notre action. Dans la maltraitance institutionnelle (que nous avons beaucoup travaillé l'an dernier), nous voulons insister sur celle qui porte particulièrement du tort aux familles que la pauvreté sépare.

Nous avons signé une convention [...] qui devrait nous permettre de contribuer à la formation des professionnels de l'action sociale, et en particulier ceux qui interviennent auprès des parents en situation de grande pauvreté et leurs enfants. » (Jean V., France)

« Au niveau de la France, cela fera bien suite au "chantier famille". Au niveau international, c'est aussi une question cruciale pour beaucoup de familles très pauvres. » (Nathalie B., France)

« Ce qui est le plus important pour la société, c'est de comprendre cette maltraitance sociale et institutionnelle. Mais nous devons aussi comprendre pourquoi nous avons une répétition de ce thème cette année, peut-être parce que nous voulons mettre fin à cette maltraitance sociale et institutionnelle. Si nous faisons le pas de l'abolir complètement, notre objectif est de construire un meilleur avenir pour nos enfants. Nous avons cette vision que ce que je traverse, l'expérience que j'ai vécue, mes enfants ne devraient pas la vivre. Nous voulons leur construire un avenir meilleur. Mon avis est qu'à travers ce thème cette année, nous devons l'examiner plus en profondeur, car il s'agit d'un thème qui décide de l'avenir de nos enfants. » (Saasita, *contribution collective*, Tanzanie)

L'injustice

« Je vis dans la pauvreté. Je trouve que cela est très injuste. On ne peut rien faire lorsqu'on est pauvre. » (Jean Maurice B., Madagascar)

« Ce qui motive mon choix pour ce sous-thème, c'est d'abord qu'il s'agit d'un sujet qui touche toutes les couches constitutives de la société. Ensuite, la maltraitance sociale et institutionnelle est l'une des plus grandes formes d'injustice que nous vivons actuellement dans nos milieux. Parce que ceux qui appartiennent à la catégorie d'un niveau de vie supérieure, sous-estiment les personnes issues des catégories inférieures (les personnes en situation de pauvreté). » (Jerome M., *contribution collective*, République démocratique du Congo)

L'activisme de la jeunesse : Une manière de dépasser les logiques de clan

« Lorsque la société n'est pas divisée en clan, alors [elle peut] former une communauté résiliente. [Dans] le cas de notre pays, il y a le tribu qui divise la société, les parents mais notre organisation est composée des jeunes qui ne connaissent ni leur tribu, ni le favoritisme, mais seulement les citoyens avant tout. » (Abdoulkader A., Djibouti)

Les défis quotidiens

« Ici, nous avons de nombreux jeunes sans emploi, des mères célibataires, des jeunes sous l'emprise de drogues, vivant dans la pauvreté et ayant du mal à subvenir à leurs besoins fondamentaux. » (Annmary A., République dominicaine)

« Nécessité de lutter contre la pauvreté des familles, donc avec et pour les enfants. » (Claire S., France)

« Ici à Maurice, les enfants vivent dans des lieux dans lesquels il y a de la drogue, de la violence : leurs parents s'inquiètent mais se sentent impuissants. Ils se retrouvent aussi stigmatisés à l'école car leur quartier est mal vu ou parce que leurs parents sont pauvres. Ils sont mis de côté, sont victimes d'aporophobie et du coup, se retrouvent découragés d'apprendre car ils se disent que quoi qu'ils fassent, ils ne pourront pas réussir. Que reste-t-il donc pour ces enfants-là ? Pour ces jeunes-là ? La drogue permet l'argent facile mais les conséquences enfoncent encore plus dans la précarité. Quoi mettre en place pour éviter que les enfants tombent à leur tour dans la drogue et dans la violence ? Comment, à travers nos actions permettre de donner aux enfants l'envie d'apprendre, l'envie de continuer à rêver même si cela est difficile ? Comment soutenir les familles afin qu'elles puissent davantage croire en leur avenir et en celui de leurs enfants ? » (Gaëlle D., Île Maurice)

Respecter des droits fondamentaux

« Dès leur plus jeune âge, nous devons enseigner aux enfants qu'ils ont des droits, qu'ils apprennent à respecter certaines choses, mais qu'ils doivent aussi apprendre à se défendre dès leur enfance en faisant valoir leurs droits. » (*contribution collective*, Pérou)

« Le sous-thème est bon car nous devons être réalistes afin de lutter contre toutes formes de maltraitances. Le respect des droits de l'homme doit être au centre de tout. » (Marc C., Côte d'Ivoire)

« Ce sous-thème est particulièrement pertinent dans le contexte sénégalais car la pauvreté prive les enfants de leurs droits fondamentaux : l'éducation, la santé, l'alimentation, le logement et même la dignité. Elle les expose également à des violences institutionnelles (discriminations, inégalités d'accès aux services publics) et à des violences sociales (stigmatisation, exclusion).

En qualifiant cette situation de "maltraitance sociale et institutionnelle", le sous-thème met en lumière les défis auxquels sont confrontés les enfants en situation de précarité et souligne la nécessité de poser des actions collective et durable pour garantir leur bien-être et leur avenir. » (Omar M., Sénégal)

Donner du pouvoir d'agir aux enfants et à leurs familles

« Il faut tout un village pour élever un enfant sans pauvreté. Apprendre aux enfants issus de familles pauvres à cultiver leurs propres légumes et feuilles vertes fait partie des efforts de notre organisation à but non lucratif. En formant les parents et les enseignants à aider les enfants des familles pauvres à cultiver leur propre nourriture sans produits chimiques. » (Chakra C., Inde)

L'importance d'agir maintenant

« La maltraitance institutionnelle continue d'affecter gravement la vie des enfants, de l'éducation à la santé, en passant par la protection de l'enfance. Il est fondamental de réfléchir et d'agir, en distinguant la violence exercée par des individus de la violence structurelle du système. Nous ne pouvons pas continuer à repousser les solutions pour l'avenir ; le changement doit se produire maintenant. [...] Il est suggéré de reformuler : « mettre fin aux maltraitances sociales et institutionnelles et construire un avenir sans pauvreté pour les enfants » par : « Construire un présent sans pauvreté pour l'enfance. » (*contribution collective*, Pérou)

La nécessité de construire la confiance en soi des enfants

« Les participants ont partagé des expériences personnelles de harcèlement et ont souligné la nécessité de construire la confiance en soi, certains notant que les enfants victimes de harcèlement sont souvent incapables de se défendre et doivent être soutenus par ceux qui croient en eux. Il est souvent proposé aux enfants harcelés de suivre un cours d'assertivité, mais ceux qui harcèlent ne sont pas ou insuffisamment interpellés sur leur comportement. Cela aussi est nécessaire. » (*contribution collective*, Pays-Bas)

Changer le regard de la société

« Les personnes vivant dans la pauvreté extrême sont toujours confrontées à des maltraitances sociales. Cela provient de leur identité, mais aussi de la perception qu'elles sont paresseuses, qu'elles ne veulent pas travailler, qu'elles ont décidé de rester inactives. Ce n'est pas vrai. Nous, les personnes vivant dans la pauvreté extrême, avons le droit d'être entendus. Personne ne veut vivre dans la pauvreté extrême, mais nous y vivons à cause de la situation. Nous luttons pour prendre soin de nos familles et veiller à ce qu'elles aient une bonne vie. Si nous sortons de la pauvreté, la situation de nos familles s'améliorera. » (Venance, *contribution collective*, Tanzanie)

« Certains enseignants continuent d'exercer une violence psychologique en s'adressant aux élèves avec des termes tels que « fainéants » ou en favorisant des inégalités de genre, en leur disant que les hommes ne doivent pas accomplir certaines tâches ménagères. » (*contribution collective*, Pérou)

« Lorsque vous êtes pauvre, parfois vous perdez la tête. Vous perdez le contrôle de vous-même, vous perdez patience, vous perdez votre maîtrise. Quand cela arrive aux parents, ce sont eux qui ont besoin de soutien. Enlever les enfants n'est pas une solution, c'est même pire. » (Patrick, *contribution collective*, États-Unis)

L'éducation des enfants et les écoles

« Je pense qu'un monde sans pauvreté pour les enfants pourrait être atteint si l'État et les institutions garantissent l'éducation gratuite et obligatoire dès la petite enfance, car la formation intégrale des êtres humains est un outil essentiel pour comprendre et défendre les droits fondamentaux tout au long de leur vie. » (Elvira C., Colombie)

« Ce que nous voyons, c'est que les enfants sont le début d'une famille. C'est un endroit où nous les façonnons. Ils acquièrent beaucoup d'expériences au sein de la famille. [...] Par conséquent, pour lutter contre cette maltraitance, nous devons commencer au niveau familial. » (Anna, *contribution collective*, Tanzanie)

« Au XXIe siècle, la maltraitance institutionnelle reste une réalité, notamment dans les institutions éducatives. [...] Dans de nombreuses zones rurales du Pérou, ces institutions imposent un traitement inapproprié en ne reconnaissant pas le contexte dans lequel elles évoluent. Un exemple clair est l'enseignement exclusivement en espagnol, sans tenir compte du fait que de nombreux élèves ont le quechua comme langue maternelle, ce qui contribue à la perte de leur identité culturelle. » (*contribution collective*, Pérou)

« Il serait positif de créer des espaces de rencontre entre enseignants, mères et pères pour dialoguer, réfléchir et mieux comprendre ces problématiques. Actuellement, la direction des écoles demande aux familles de participer une fois par mois à ce qu'on appelle « l'école des parents », un espace destiné à orienter le traitement des enfants. Il serait également important que les enseignants participent à un espace similaire, où ensemble, nous pourrions comprendre et améliorer la manière dont nous éduquons et traitons les enfants. » (*contribution collective*, Pérou)

« L'accès à l'éducation est limité par le coût, le manque d'écoles et la nécessité pour les enfants de travailler pour aider leurs familles. » (Théophile N., Cameroun)

2.1.2 Les votes "Peut-être"

Le sous-thème ne prend pas en compte les personnes qui ne peuvent pas avoir ou ne veulent pas avoir d'enfants

« Je me retrouve moins (d'où le "peut être") dans la partie du thème "parents et société construisent un avenir sans pauvreté pour les enfants". Je trouve que ça met trop au centre la construction familiale "standard" de parents + enfants. Quid des gens qui ne peuvent ou ne veulent pas d'enfants, ils comptent moins ? (Nicolas D., Belgique)

Initier un changement immédiat

« Quid de se battre pour une société plus égalitaire maintenant plutôt que d'en appeler à l'avenir ? » (Nicolas D., Belgique)

Nécessité d'une action sur le long terme

« Nous continuerons à oser pour lutter contre la pauvreté car pour que cette dernière disparaisse il faut un grand temps. » (Rufin M., *contribution collective*, République démocratique du Congo)

Le sous-thème paraît trop large

« Je suis un peu partagée par le sous-thème qui est trop large, il devrait être plus précis ou pointu, il me semble encore plus large que le thème central. D'un côté, mentionner les enfants (on aurait pu aussi mentionner les jeunes), est une bonne orientation pour moi. On peut entendre que les parents sont les premiers de cordée concernant les enfants, mais que la société a également un rôle à jouer. Cependant, différencier parents et société peut faire penser que les parents ne font pas partie de la société. De plus, ne va-t-on pas penser à maltraitance de la part des parents, c'est quand même un sujet qui revient beaucoup partout, ou alors de s'acharner sur eux et leurs limites (on l'entend tout le temps, "c'est la faute des parents" on entend aussi l'importance de "discipliner à l'ancienne" les enfants). » (Cathy L., Thaïlande)

Difficile d’imaginer comment aller plus loin avec ce thème

L’an dernier, aux Philippines, ce sujet de la maltraitance a eu beaucoup d’échos, les personnes en pauvreté ont parlé de la maltraitance institutionnelle, sociale mais aussi intrafamiliale. Ce fut beaucoup de témoignages très difficiles à entendre. Nous n’avons pas pu aller plus loin dans le dialogue avec les familles, cela est resté au niveau de témoignages de maltraitance. Comment aller plus loin ? » (Cathy L., Thaïlande)

Le sous-thème est trop focalisé sur les enfants et les familles

« Trop focalisé sur les enfants, qui certes sont l’avenir et doivent être davantage protégés, mais le sous-thème ainsi présenté réduit l’ambition du projet.

Ensuite l’association "Parents" avec "Société" me perturbe. Les premiers font comme ils peuvent au quotidien, et on leur assigne une responsabilité (charge mentale) supplémentaire, même si intuitivement il est naturel de vouloir un avenir sans pauvreté pour ses enfants. Et en parallèle, société est un terme trop générique, diffus , qui, pour le coup ne responsabilise pas les institutions, et donc ne les fera pas bouger pour se remettre en cause, changer… » (Joseph D., France)

« Pas d'avis déterminé sur la proposition qui enferme le sujet de la maltraitance à travers le prisme des parents et des enfants. Nous devrions laisser une ouverture maximale sur les publics touchés car selon les groupes de préparation, les réalités et profils de personnes accompagnés, sont différents. » (Nadège C., France)

« Nous voyons bien le lien entre "société" et maltraitance institutionnelle, moins le lien entre "les parents" et ce thème.

Étant donné le public que nous accueillons (essentiellement étranger), public que nous soutenons financièrement et accompagnons dans leurs démarches (administratives, cours de français, …) nous n'appréhendons pas ou peu la problématique de la parentalité ! » (Marie-Françoise M. et Marie-Ange M., France)

« Notre public c’est plutôt des personnes qui vivent à la rue ou en foyer. Peut-être ce serait l’occasion de les prendre par le biais du fait que le plupart d’entre eux sont parents même si le plus souvent en rupture familiale. » (Dominique D., France)

2.1.3. Les votes "Non"

Propositions de nouveaux thèmes

« Voici ce que nous proposons comme sous-thème principal : "*Un regard personnel et institutionnel à l'autre pour une solution durable*". » (Patrice M., République démocratique du Congo)

« Thème proposé : "*Lutter contre le mépris culturel*". » (Abdoulaye S., Mauritanie)

« Considérant la situation réelle de l'année 2025 le thème n'est pas approprié.
La situation qui prévaut à Gaza, en Ukraine, au Soudan, en République Démocratique du Congo et partout dans le monde. C'est pourquoi nous disons que ce thème n'est pas approprié.
Thème proposé : "*Faire taire les armes et mettre fin aux conflits et guerres dans le monde pour construire l'avenir de nos enfants sans pauvreté*". » (Séphanie M., République démocratique du Congo)

Le sous-thème s'éloigne trop du thème principal

« Vous avez proposé un sous-titre "Parents et société — construire un monde sans pauvreté ?". Pour le Mouvement ATD Quart Monde en France, nous ne sommes pas en faveur de ce sous-titre. Il s'éloigne du thème central et introduit presque un complet autre thème. C'est pourquoi nous proposons qu'il n'y ait pas de sous-titre, mais avec le même thème qu'en 2024. » (Benoît R., France)

La corruption et le manque de moyens sont des obstacles

« La pauvreté ne peut pas finir mais le refus de la misère reste une conviction pour une société d'avenir. La corruption et le manque de moyens sont des obstacles au combat contre la pauvreté. La pauvreté est l'œuvre de l'Homme et son éradication reste l'œuvre de l'Homme. » (*contribution collective*, Côte d'Ivoire)

Le thème exclut les personnes seules

« La deuxième partie du titre doit être modifiée pour être plus inclusive. Par exemple, "Parents et société" exclut les personnes seules. Cela donne également l'impression d'une opposition entre nous et eux ; comme si les personnes vivant dans la pauvreté ne faisaient pas partie de la société. Dire "parents et société" exclut aussi la responsabilité et le rôle des institutions dans la fin de la pauvreté. » (Maryann B., États-Unis)

Adopter le principe de "*Ne laisser personne de côté*"

« Dire "sans pauvreté pour les enfants" est également excluant. La meilleure façon de mettre fin à la pauvreté infantile est de mettre fin à la pauvreté des parents et des aidants. C'est le principe du "ne laisser personne derrière". Nous avions également un thème similaire en 2019 : "Agir ensemble pour donner aux enfants, à leurs familles et à la société les moyens de mettre fin à la pauvreté." » (Maryann B., États-Unis)

« Le titre pourrait être : "Mettre fin à la maltraitance sociale et institutionnelle : Agir ensemble pour créer un avenir juste et équitable pour les enfants, les familles et tous."
Il pourrait même être inversé ainsi : "Agir ensemble pour créer un avenir juste et équitable pour les enfants, les familles et tous, en mettant fin à la maltraitance sociale et institutionnelle." » (Maryann B., États-Unis)

« "Mettre fin à la maltraitance sociale et institutionnelle" est une déclaration ; cela souligne que la pauvreté est causée par d'autres acteurs sur lesquels les personnes qui la vivent n'ont aucun contrôle. Tel qu'il est formulé actuellement, je pense que le sous-thème n'est pas aussi affirmatif ou percutant. Je pense qu'ajouter "juste et équitable" le rend plus affirmatif, car nous disons ce que nous voulons. Dire "agir ensemble pour créer" met l'accent sur la participation et la solidarité. Dire "pour les enfants, les familles et tous" est inclusif. » (Maryann B., États-Unis)

Une opportunité de parler de travaux de recherche existants

« Je suis heureuse que les familles soient abordées sous l'angle de la maltraitance sociale et institutionnelle, car cela ouvre la possibilité de parler davantage des recherches que nous avons menées sur les familles en Belgique et en Suisse. » (Maryann B., États-Unis)

Promouvoir une vision systémique de la maltraitance institutionnelle

« Nous avons également travaillé avec plusieurs familles aux États-Unis qui ont une forme d'implication dans les services de protection de l'enfance, que ce soit être retiré de leurs parents étant enfants, ou avoir subit une enquête en tant que parent par l'État – tout cela découle de la vision de la pauvreté comme négligence ou incompétence personnelle, plutôt que d'une structure systémique. » (Maryann B., États-Unis)

« Nous pourrions également parler des travailleurs sociaux qui essaient de réparer le système, mais qui se heurtent à des obstacles bureaucratiques et des problèmes de financement. » (Maryann B., États-Unis)

Une utilisation problématique du terme de "maltraitance"

« La récupération ici du mot maltraitance est une insulte pour les nombreuses victimes de maltraitance dans le monde : violence, torture, inceste, viol, victimes civiles dans les guerres, otages… C'est un mépris pour les nombreux fonctionnaires qui consacrent leur vie à essayer de trouver des solutions pour améliorer la vie des plus pauvres et qui sont accusés de mauvais traitement. On décourage les jeunes qui auraient pu être motivés de travailler dans les métiers de la solidarité puisqu'ils seront assimilés à ce qui est le plus horrible dans notre société. Quand on répond ici que les fonctionnaires sont également maltraités et que nous sommes tous maltraités, on disqualifie ceux qui vivent dans la misère puisqu'ils ne sont qu'une partie des victimes de la maltraitance généralisée. » (Philippe L., France)

Difficile de lutter efficacement contre la misère sans paix au préalable

« Nous ne soutenons pas à ce moment cette proposition de sous-thème pour 2025 car :

• Comment mettre fin à la maltraitance sociale et institutionnelle pendant que la guerre fait rage dans plusieurs pays du monde ?

• Comment les parents et les sociétés vont construire un avenir sans pauvreté pour leurs enfants alors que les conflits et les tensions politiques ne font qu'engouffrer les familles dans la misère et ce sont les plus pauvres qui subissent plus les affres de la bataille.

• On ne peut pas parler des droits des enfants sans parler des droits de leurs parents ; pour construire un avenir sans pauvreté pour les enfants, on doit commencer par bâtir des sociétés viables équilibrées qui doivent accueillir ces enfants et une société équilibrée c'est une communauté stable qui ne connaît pas la guerre. Un endroit où ces familles peuvent entreprendre différentes activités pour lutter contre la pauvreté.

• Plusieurs pays du monde connaissent la guerre, actuellement en Afrique comme en Europe (RDC, Rwanda, Ukraine, Russie, Israël, Bande de Gaza, Palestine, …

Impossible de sortir du gouffre de la misère aussi longtemps qu'il y a de la guerre.

Dans mon organisation, nous nous battons pour l'autonomisation de la femme rurale à travers l'apprentissage en métier des femmes participantes au programme. » (Denise N., République démocratique du Congo)

2.2. Expériences et observations

2.2.1. Pousser à une gestion participative des ressources

« Tout ce potentiel hydraulique [au Sénégal] doit être utilisé pour que les ménages puissent disposer d'eau potable. Même à Dakar, il y a des problèmes d'eau. Je reconnais qu'il y a plusieurs forages dans le pays, mais le problème est la gestion qui est confiée à des services alors que les villageois ou les résidents veulent imposer leur propre comité de forage. Quand on fait une action communautaire il faut impliquer les consommateurs, je veux dire une gestion participative. » (Seynabou M., Sénégal)

2.2.2. Difficulté d'accès à l'éducation

« Le droit à l'éducation n'est pas respecté quand :
• des enfants se retrouvent seuls le soir car maman fait des ménages ou travaille à la chaîne,
• des enfants vivent dans l'insalubrité et ne peuvent pas réaliser leur travail personnel. » (Yves J., France)

« À Bangkok, les amis n'ont pas pris ce sujet trop sensible (trop clivant dans une société ou la critique de ceux aux pouvoirs est difficile). Mais ils ont retourné la question de la maltraitance en se disant qu'est ce qui aide à avancer, quelles sont les bonnes pratiques à mettre en avant… Ils ont fait le choix d'un sujet : l'éducation [avec le thème] "*Zéro décrochage scolaire – Stoppons le cycle de la pauvreté*", en se concentrant sur les bonnes pratiques. Je ne dis pas qu'il faut prendre le sujet de l'éducation, mais un sujet plus précis permet plus d'accroches et de partages également d'expériences, de bonnes pratiques. » (Cathy L., Thaïlande)

« Les enfants […] parlaient de leur trajet pour aller à l'école, qui dure une heure à bord de leurs bateaux traditionnels en bois, les catamarans. À leur arrivée […] ils doivent attendre l'ouverture de l'école au bord de la route. L'endroit est dangereux, personne ne s'occupe d'eux, ils jouent et parfois se salissent ou se mouillent dans la mer. […] Aujourd'hui, la "*Balay Darayunan*", ou "Maison d'accueil et de sécurité" pour les enfants, les accueille avant l'école et pendant l'heure du déjeuner. Chaque jour, les 32 enfants du village de Dechelem (Barangay Sagrada, municipalité de Busuanga, Province de Palawan) sont accompagnés par 3 ou 4 mères, qui restent à la Maison d'accueil et y préparent les repas du midi. Il y a aussi un espace pour se reposer, ainsi qu'un petit potager. C'est un exemple de collaboration entre la communauté et la société, agissant ensemble pour le bien des enfants, en partant de leur réalité. » (Michel B., Philippines)

« Les enfants subissent de la maltraitance à l'école. Ma fille était en maternelle l'année dernière. Les enseignants sont là pour l'argent, il n'y a plus d'amour pour la vocation. Cela fait que nos enfants n'ont plus envie d'aller à l'école. Nous avons parlé avec le directeur, parfois il nous écoute, d'autres fois non, et ils se soutiennent entre eux. Il y a des enseignants qui causent du tort psychologique à nos enfants. » (*contribution collective*, Pérou)

« Certaines écoles font de la discrimination et refusent certains enfants parce que leurs parents sont pêcheurs ou parce qu'ils viennent de quartiers pauvres. Les enfants des quartiers pauvres sont rejetés, stigmatisés et mis à l'écart au lieu d'être davantage soutenus. » (Gaëlle D., Île Maurice)

« La maltraitance envers notre langue maternelle est une réalité dans nos communautés. La plupart d'entre nous parlons quechua, et certains enseignants ne comprennent pas que nos enfants font un grand effort pour comprendre l'espagnol. C'est pourquoi je sens qu'ils ne veulent pas connaître notre réalité. » (Heidy, *contribution collective*, Pérou)

2.2.3. Difficulté d'accès aux services de santé

« À l'hôpital de Bogodogo, j'ai été victime de cette maltraitance. Si tu es pauvre, certaines de tes démarches pour l'accès à tes droits, ne peuvent pas aboutir. Entre nous, il y a de la maltraitance, personne ne veut que son prochain avance. L'émancipation dépend de nous. Si tu veux que ton enfant soit bien au détriment de l'enfant d'une autre personne ce n'est pas bon. » (*contribution collective*, Burkina Faso)

« Les centres de santé sont souvent éloignés ou inabordables, ce qui entraîne des problèmes de santé non traités, notamment la malnutrition et les maladies infectieuses. [Notre association] organise d'ailleurs des campagnes de sensibilisation à l'hygiène et à la santé, et facilite l'accès aux soins pour les enfants les plus vulnérables. » (Théophile N., Cameroun)

2.2.4. La corruption

« Au Cameroun, la corruption dans tous les secteurs n'est plus un secret. » (Ferdinand M., Cameroun)

2.2.5. Le caractère conditionnel de l'aide et les lourdes démarches administratives

« Les structures d'aide éliminent les familles de par leurs critères d'éligibilité. » (Patricia A., Île Maurice)

« Je travaille à temps partiel (j'élève seule mon enfant). Le pire qui nous soit arrivé, c'est en 2024, j'ai dû vivre 5 mois sans allocation logement ni allocation familiale complémentaire. J'ai dû payer en plus le déjeuner à l'école [...]. Mes économies étaient épuisées, j'étais en retard de 2 mois sur mon loyer. J'étais à deux doigts de m'endetter. Je ne pouvais payer mes courses que grâce à mon petit boulot de nettoyage dans un foyer privé. Chaque semaine, nous avions à peine 50 € pour la nourriture, les sorties et les vêtements. C'est la pire expérience que j'ai eue à vivre. Je devais nourrir mon enfant !!! Cette expérience m'a affectée psychologiquement, je n'en ai d'ailleurs parlé à personne. » (Mariam, Allemagne)

« Je suis motivé et engagé dans l'accompagnement des familles face aux démarches administratives. Mon objectif est de leur apporter du soutien, de la force et de la compréhension face aux injustices qu'elles rencontrent. Chaque famille mérite d'être entendue et de préserver sa dignité. Je suis là pour les aider à avancer avec confiance. » (David A., Île Maurice)

2.2.6. Le placement des enfants par les services sociaux

« Au Royaume-Uni, les parents demandent rarement de l'aide aux services sociaux, car la plupart des interventions aboutissent à un placement d'enfant. Les parents devraient pouvoir exprimer leurs besoins et recevoir l'aide nécessaire sans craindre que cela se termine mal. » (Susie D., États-Unis)

« [Exemple concret :] Les travaux pour accompagner les parents pur éviter un placement lorsqu'il n'est justifié que par l'incapacité de l'État de subvenir aux besoins élémentaires de la famille placée dans une situation d'exclusion. » (Hugues C., France)

« Une personne du groupe a constaté dans son propre quartier que des enfants erraient dans la rue jusqu'à très tard. Parfois, ces enfants venaient frapper à la porte pour demander un morceau de pain, car ils vivent dans la pauvreté. Souvent, on fait alors appel à l'Aide Sociale à l'Enfance, qui les place en famille d'accueil, mais cela n'est pas la solution. Placer des enfants en dehors de leur foyer à cause de la pauvreté est inacceptable. Les parents et la société doivent chercher ensemble des solutions et être solidaires. Écouter sans juger. » (*contribution collective*, Pays-Bas)

« À Cusco, une fille de 14 ans a été maltraitée par ses proches et envoyée dans un foyer. Cependant, après deux mois, elle s'est échappée et s'est réfugiée chez sa sœur. Un mois après, ils ont essayé de la renvoyer au foyer, mais cette fois, ils ne l'ont pas acceptée, la laissant de nouveau dans une situation de vulnérabilité. » (*contribution collective*, Pérou)

2.2.7. Privilégier l'écoute et la confiance plutôt que l'indifférence et l'exclusion

« Dans nos sociétés, il s'observe que quelques membres de la société, surtout le plus pauvres, sont ignorés et parfois écartés de la vie sociale. » (Patrice B., *contribution collective*, République démocratique du Congo)

« Par exemple dans notre société quelqu'un qui vit dans l'extrême pauvreté se trouve souvent dans une position où sa liberté d'expression n'est pas prise en compte, une société dans laquelle les plus riches semblent dicter la loi aux plus pauvres » (Pascal B., *contribution collective*, République démocratique du Congo)

« Je voudrais miser sur la force individuelle des personnes en situation de pauvreté. Elles ont aussi des idées et des rêves, que je veux apprendre à connaître. » (Kitty E., Pays-Bas)

« L'implication des parents dans la scolarité de leurs enfants, leurs efforts pour qu'ils réussissent à l'école, leur tristesse quand ils voient que leurs enfants sont mis de côté ou méprisés. » (Michèle M., France)

« L'accompagnement de demandeurs d'emploi demande également une approche par le bien-être, l'estime de soi, la montée en compétence des uns et des autres, le respect mutuel qui passe par l'empathie et la construction d'espaces de confiance… » (Michel J. et Lise-Marie S., France)

« Beaucoup de mamans ont peur de parler avec les enseignants, et certaines ont raison, car souvent ni l'enseignant, ni le directeur ne sont prêts à écouter. » (Beatriz F., *contribution collective*, Pérou)

2.2.8. La persistance intergénérationnelle de la pauvreté

« Mon père n'a pas pu construire une maison. Moi ici je n'ai pas réussi à en construire [non plus]. Je ne souhaite pas cela à mes enfants. C'est pourquoi on s'engage pour lutter contre cette pauvreté générationnelle. » (*contribution collective*, Côte d'Ivoire)

2.2.9. L'absence de systèmes de protection sociale : une forme de maltraitance

« Le fait que de nombreux pays ne disposent pas de systèmes de protection sociale constitue une forme de maltraitance institutionnelle. Le rôle d'un gouvernement est d'assurer le bien-être de ses citoyens. » (Maryann B., États-Unis)

2.2.10. Les difficultés d'accès à l'identité légale

« Lorsqu'on parle des familles, on peut aussi évoquer l'identité légale et les droits fonciers. Le fait que certains pays ne fournissent pas un acte de naissance gratuit à chaque enfant les condamne à une vie de limitations et de pauvreté : absence d'accès à l'éducation, aux soins de santé, à l'emploi, etc. » (Maryann B., États-Unis)

« [Nous avons] travaillé avec une famille dont le chef de famille ne possède pas de carte d'identité. Techniquement, cette personne n'a droit à aucun avantage social. Mais grâce à l'aide du personnel hospitalier, elle a finalement pu accéder aux services de santé. C'est l'opposé de la maltraitance. » (Narumol N., Thaïlande)

2.2.11. Les difficultés d'accès à la propriété d'un terrain

« Dans certains pays, les droits fonciers patriarcaux refusent aux femmes et aux filles le droit de posséder des terres, ce qui les pousse vers la pauvreté et l'itinérance. C'est profondément inéquitable et injuste. » (Maryann B., États-Unis)

2.2.12. Les personnes déplacées internes

« Les atrocités de la guerre sont les mêmes partout. Des familles sont en déplacement dans les régions où l'on pense trouver moins des risques à la survie. Au Congo, les enfants meurent chaque jour dans des camps des déplacés, les parents disparaissent aussi par maladies, la famine et mauvaises conditions de vie. Il faut que les états s'impliquent d'abord dans la recherche du retour à la paix et le travail sur l'avenir sans pauvreté pour les enfants seront poursuivi. » (Denise N., République démocratique du Congo)

3. Sujets importants ayant émergé de la consultation

3.1. Éducation, alphabétisation et formation

- La formation à l'auto-entreprenariat pour subvenir à ses besoins (Samuel K., Cameroun)
- L'éducation et l'enrichissement (Jean Maurice B., Madagascar)
- L'organisation a été créée pour les élèves ayant abandonné l'école (Annmary A., République dominicaine)
- La question d'une école qui prenne en compte le vécu de tous les enfants et qui ne cherche pas à former une élite mais à construire des citoyens solidaires (Michèle M., France)
- Alphabétisation sur les lieux de travail (Marc C., Côte d'Ivoire)
- L' "éducation gratuite" comprend tellement de choses pour lesquelles il faut payer (Yusuph, *contribution collective*, Tanzanie)
- Accès à l'éducation et à la formation professionnelle (Théophile N., Cameroun)

3.2. Logement, droits fonciers et habitat digne

- Boulimie foncière des élites au Sénégal (Seynabou M., Sénégal)
- Depuis Boston, le logement adéquat et abordable est un problème majeur (Susie D., États-Unis)
- Le logement, un droit humain négligé (Maryann B., États-Unis)
- Accès au logement inclusif et durable (Gabriel A., Grèce)
- Ghettos à Maurice : relogement, promiscuité, stigmatisation (Nathalie B., France)
- Ma situation à l'hôtel est terrible / De l'itinérance au logement (*contribution collective*, États-Unis)
- Familles qui dorment à la rue (Dominique D., France)

3.3. Justice sociale/fiscale et environnementale

- Sujet lié à la sécurité sociale et environnementale (Patrice B., *contribution collective*, République démocratique du Congo)
- Sur l'identité de famille et la justice sociale et environnementale (Remy B., *contribution collective*, République démocratique du Congo)
- Contribution à la justice fiscale et à la protection de la nature (Elvira C., Colombie)
- Notre organisation se mobilise pour la justice sociale et environnementale (Omar M., Sénégal)
- Justice sociale et environnementale, accès équitable aux ressources naturelles (Adolphe C., Sénégal)
- Injustice sociale et environnementale, populations vulnérables (Jean Michel K., Sénégal)
- Injustice sociale et environnementale à Dakar et sa banlieue (Stéphane Lucien N., Sénégal)
- Injustice sociale et environnementale, catastrophes inégalement supportées (Pape Mody D., Sénégal)
- Aliments transgéniques liés à la justice sociale et environnementale (*contribution collective*, Pérou)

3.4. Alimentation autosuffisante et durable

- L'autosuffisance alimentaire (Seynabou M., Sénégal)
- Agroécologie, alimentation saine, biodiversité (Jean M., République démocratique du Congo)
- Promouvoir la résilience, alimentation et environnement sain (Jean M., République démocratique du Congo)
- L'impact du changement climatique sur la vie des familles vivant de la culture (*contribution collective*, Côte d'Ivoire)

3.5. Protection de l'enfance et des personnes vulnérables

- Protection des mineurs et adultes vulnérables (Gaston K., contribution collective, République démocratique du Congo)
- Orphelins et enfants déplacés (Ferdinand M., République démocratique du Congo)
- Soutenir la scolarité des enfants orphelins et démunis (Philemon K., République démocratique du Congo)
- Familles vulnérables, orphelins et personnes âgées (Abdoulkader A., Djibouti)
- Violence sexuelle envers les enfants, maltraitance physique (Moïse M., République démocratique du Congo)
- Protection des enfants contre l'exploitation (Théophile N., Cameroun)

3.6. Violences

- Les violences basées sur le genre (Seynabou M., Sénégal)
- Beaucoup de violences basées sur le genre, en particulier envers les femmes pauvres (Josephine A., Nigeria)
- La violence chez les jeunes, drogues (Patricia A., Île Maurice)
- Violence au sein de la famille (alcoolisme) (*contribution collective*, Pérou)
- Harcèlement - violence dans les écoles, maltraitance infantile (*contribution collective*, Pérou)
- Fin des conflits et guerres dans le monde (Séphanie M., RDC et Jerome M., *contribution collective*, RDC)
- Guerre à l'est de la RDC (Dieu-Merci M., *contribution collective*, République démocratique du Congo)
- Les défis quotidiens des familles dans les zones de guerre, rôle des femmes et enfants (Arsène A., République démocratique du Congo)
- Comment combattre la misère en période de crise sécuritaire : cohésion sociale et réconciliation (*contribution collective*, Burkina Faso)

3.7. Écologie, climat et catastrophes naturelles

- L'abandon du climat dans les politiques (Nicolas D., Belgique)
- Séquestration du carbone, reforestation (Jean M., République démocratique du Congo)
- Transition écologique, justice sociale (Patrick H., France)
- Catastrophes naturelles, inondations (4 contributions de République démocratique du Congo, Sénégal et Tanzanie)

- Violence contre l'environnement, manque de soin pour la planète (*contribution collective*, Pérou)
- Augmentation des températures mondiales, déplacements humains (Chakra C., Inde)
- Activités écologiques et justice fiscale (Elvira C., Colombie)
- Intégrer l'écologie dans nos actions (Joseph D., France)

3.8. Discrimination et stigmatisation

- Préjugés et politiques antisociales (Nicolas D., Belgique)
- Orientation des pauvres vers l'enseignement spécialisé (Nicolas D., Belgique)
- Pauvrophobie (Pascal B., *contribution collective*, République démocratique du Congo)
- Idées fausses sur la pauvreté (Rosie, *contribution collective*, Tanzanie)
- Stigmatisation des ruraux, avenir dans les campagnes (Yves J., France)
- Relogements stigmatisants à Maurice (Nathalie B., France)
- Traité comme un déchet à l'hôtel (*contribution collective*, États-Unis)

3.9. Accès aux droits et services publics

- Le non-accès aux droits ou le non-recours (Hugues C., France)
- Insuffisance de dialogue avec la Caisse d'Allocations Familiales (Hugues C., France)
- Accès aux droits pour tous, participation citoyenne (Claire S., France)
- Réduction des délais pour les demandes, allocations logement/familiales (Mariam, Allemagne)
- L'importance de politiques publiques en immigration (Marie-Françoise M. et Marie-Ange M., France)
- Justice sociale et participation citoyenne (Théophile N., Cameroun)
- Plaidoyer pour des politiques publiques favorables aux jeunes (Théophile N., Cameroun)

3.10. Dialogue, participation et engagement citoyen

- Manque de débat, réseaux sociaux devenus lieux de clash (Nicolas D., Belgique)
- Trouver de nouvelles façons de mobiliser les citoyens (Pierre K., France)
- Thème de l'accompagnement (Michel J. et Lise Marie S., France)
- Écouter ce qui touche vraiment, partage des connaissances (Kitty E., Pays-Bas et *contribution collective*, Pays-Bas)
- Implication des femmes dans les processus de paix (Denise N., République démocratique du Congo)

3.11. Emploi, pauvreté et économie

- Activités génératrices de revenus pour ménages pauvres (Philemon K., République démocratique du Congo et *contribution collective*, République démocratique du Congo)
- Créer des emplois pour les jeunes (Jean M., République démocratique du Congo)
- Projets qui réduisent pauvreté et créent des emplois décents (Bruno R., France)
- Impact des régimes de revenu minimum sur la pauvreté (Gabriel A., Grèce)
- Revenu pour vivre dignement (Cathy L., Thaïlande)

3.12. Jeunesse, bénévolat et dérives sociales

- Autopromotion entrepreneuriale des jeunes (Jean M., République démocratique du Congo)
- Jeunes attirés par l'argent facile, mafia, maraboutisme (*contribution collective*, Côte d'Ivoire)
- Problème d'engagement des jeunes dans le bénévolat (*contribution collective*, Côte d'Ivoire)
- Prévention alcool et drogue, engagement des bénévoles (Dominique D., France)

3.13. Numérisation et maltraitance institutionnelle

- Numérisation "sans filet" des administrations (Nicolas D., Belgique)
- Maltraitance institutionnelle, placements d'enfants (Jean V., France)
- Maltraitance sociale et inquiétude démocratique (Nadège C., France)
- Méfaits de la drogue pour les plus pauvres (Hugues C., France)

3.14. Polarisation des sociétés et nécessité d'éduquer à la pensée critique

- "Tunnelisation" de la société, isolement des points de vue (Nicolas D., Belgique)
- Discours démagogiques et outils de pensée critique (Nicolas D., Belgique)
- Besoin d'éducation sur les causes de la pauvreté (Rosie, *contribution collective*, Tanzanie)

3.15. Unité, paix et avenir sans pauvreté

- Cherchons un monde de paix pour un développement durable (Pacifique M., République démocratique du Congo)
- Paix dans nos communautés et implication des femmes (Denise N., République démocratique du Congo)
- Pour une nouvelle Haïti unie, sans pauvreté ni armes (*contribution collective*, Haïti)

Sujets importants relativement "isolés" (thèmes spécifiques ou moins récurrents)

- Les "hommes bien placés" qui enfoncent les enfants dans la misère (Ferdinand M., Cameroun)
- Familles migrantes à cause des conflits homme-faune (Thompson A., Cameroun)
- Exploitation animale et ravages industriels (Nicolas D., Belgique)
- Rétribution attendue des enseignants (Rehema, *contribution collective*, Tanzanie)
- Journée du 17 octobre sans effets concrets (Rehema, *contribution collective*, Tanzanie)
- Autonomisation par les compétences (Anna, *contribution collective*, Tanzanie)

4. Anciens thèmes à remettre en avant

Classement sur un total de 17	Thème	Nombre de votes
3	**2024 :** « *Mettre fin à la maltraitance sociale et institutionnelle* »	37
11	**2023 :** « *Travail décent et protection sociale pour mettre la dignité en action* »	11
1	**2022 :** « *La dignité en action : Engageons-nous pour la justice, la paix et la planète* »	44
12	**2021 :** « *Construire l'avenir ensemble : Mettons fin à la pauvreté persistante en respectant toutes les personnes et notre planète* »	9
3	**2020 :** « *Agir ensemble pour gagner la justice sociale et environnementale pour tous* »	37
10	**2019 :** « *Agir ensemble pour donner aux enfants, à leurs familles et à la société les moyens de mettre fin à la pauvreté* »	13
9	**2018 :** « *Rassembler ceux qui sont les plus défavorisés pour construire un monde inclusif de respect universel des droits de l'homme et de la dignité* »	15
16	**2017 :** « *Répondre à l'appel du 17 octobre pour mettre fin à la pauvreté : un chemin vers des sociétés pacifiques et inclusives* »	4
8	**2016 :** « *De l'humiliation et l'exclusion à la participation : Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes* »	22
14	**2015 :** « *Construire un avenir durable : S'unir pour mettre fin à la pauvreté et la discrimination* »	7
6	**2014 :** « *Ne laisser personne de côté : Réfléchir, décider et agir ensemble contre la misère* »	32
15	**2013 :** « *Ensemble vers un monde sans discrimination : en s'appuyant sur l'expérience et la connaissance des personnes dans la grande pauvreté* »	5
5	**2012 :** « *Mettre fin à la violence de la misère : promouvoir l'autonomisation et construire la paix* »	36
7	**2011 :** « *De la pauvreté à la durabilité : les personnes au centre du développement inclusif* »	28
12	**2010 :** « *De la pauvreté au travail décent : combler le fossé* »	9
17	**2009 :** (*Pas de thème officiel)*	2
2	**2008 :** « *Droits de l'homme et dignité des personnes vivant dans la pauvreté* »	42

5. Sujets proposés pour le thème principal en 2026-2027

5.1. Nouveaux sujets

5.1.1. Respect de la dignité et accès aux droits fondamentaux

- Pauvreté, dignité et genre (*contribution collective*, Bolivie)
- L'accès à un logement digne (Maryann B., États-Unis et Michèle M., France)
- Le 35e anniversaire de la Convention des droits de l'enfant en 2024 (Michel B., Philippines)
- La précarité numérique (Danielle H., France)
- Pour les progrès dans l'accès aux droits (Philippe L., France)
- Le développement du droit international de la pauvreté (Gabriel A., Grèce)
- Le respect des droits de l'homme (Marie-Françoise M. et Marie-Ange M., France)

5.1.2. Alimentation et sécurité alimentaire

- L'autosuffisance alimentaire (Seynabou M., Sénégal)
- L'alimentation et le droit à l'alimentation (Maryann B., États-Unis)
- La sécurité alimentaire, la préservation des terres et l'agroécologie (Michèle M., France)

5.1.3. La souffrance, les violences et le racisme

- La souffrance psychologique, les traumas que vivent les personnes. Les enfants qui grandissent avec des troubles (Patricia A., Île Maurice)
- Les violences basées sur le genre (Seynabou M., Sénégal)
- Violences de genre (*contribution collective*, Bolivie)
- La violence subie du fait d'être pauvre (*contribution collective*, Pérou)
- Le racisme / La xénophobie (Mariam, Allemagne)
- La question des droits des immigrés et des luttes pour l'égalité (David A., Île Maurice)
- La lutte contre le racisme et les violences (David A., Île Maurice)

5.1.4. Paix et désarmement

- Plaider pour le respect de l'intégrité du territoire national de la RD Congo ; promouvoir la paix, la justice et apporter l'aide humanitaire (Philemon K., République démocratique du Congo)
- La nécessité de la paix durable pour la réduction de la pauvreté (Arsène A., République démocratique du Congo)
- Abandon de la production et du commerce des armes (Susanne P. Suisse)
- Abolition une fois pour toutes de la dette des pays endettés (Susanne P. Suisse)
- Abolition de l'utilisation non équitable de tous les biens de la planète (Susanne P. Suisse)

5.1.5. Environnement, climat et développement durable

- Élimination totale de la production de tous les produits non durables (Susanne P. Suisse)
- Interdiction de toutes les industries non durables (Susanne P. Suisse)
- Élimination totale de la production non durable de tous les biens (Susanne P. Suisse)
- La crise climatique (Danielle H., France)

- Mesures d’atténuation des vagues de chaleur (Chakra C., Inde)
- Le phénomène des îlots de chaleur urbains dans les grandes villes (Chakra C., Inde)
- Les foyers de biodiversité qui disparaîtront d'ici 2100 (Chakra C., Inde)
- Transition vers la justice sociale et environnementale (Benoît R., France)

5.1.6. La reconnaissance

- La reconnaissance de ce qui a été accompli dans la lutte contre la misère depuis que le 17 octobre existe (Philippe L., France)
- La reconnaissance pour ceux qui ont trouvé un logement, une formation, un emploi, une famille… (Philippe L., France)
- La reconnaissance officielle et l'enseignement de l'histoire de la langue maternelle comme le créole mauricien (David A., Île Maurice)

5.2. Nouveaux thèmes ou sous-thèmes

- « Agissons dès aujourd'hui ensemble pour un avenir meilleur, car rien ne vaut la vie. » (Samuel K., Cameroun)

- « Lutter contre le mépris social, culturel, religieux, de classe, de caste… » (Yves J., France)

- Ce sous-thème : « Agir pour un avenir durable : c’est une société engagée pour promouvoir la résilience du ménage intégré pour mettre fin à la pauvreté » (Jean M., République démocratique du Congo)

- « Un appel aux droits humains vieux de 40 ans, tremplin pour la créativité et l'engagement des nouvelles générations. » (Pierre K., France)

- « Engageons-nous pour la justice, la paix et la planète. L'égalité de la personne humaine sur notre planète. » (Jean Maurice B., Madagascar)

- « La dignité en action : Engageons nous pour la justice, la paix de la planète » (Remy B., *contribution collective*, République démocratique du Congo)

- « Tous pour un monde sans misère par des actions concrètes » (Pascal B., *contribution collective*, République démocratique du Congo)

- « L'entreprenariat comme pilier de la lutte contre la pauvreté » (Dieu-Merci M., *contribution collective*, République démocratique du Congo)

- « Construire un avenir de travail décent pour les adolescent·e·s et les jeunes » (*contribution collective*, Bolivie)

- « Agir ensemble pour un monde meilleur » (*contribution collective*, Bolivie)

- « Agir ensemble pour un monde sans pollution » (*contribution collective*, Bolivie)

- « Pour un monde sans violence » (*contribution collective*, Bolivie)

- « Agir ensemble pour une éducation inclusive » (*contribution collective*, Bolivie)

- « Éducation pour tous sans décrochage scolaire : éradiquer la pauvreté dans les familles » (Abdoulkader A., Djibouti)

- « Création d'emploi pour la jeunesse : zéro délinquance juvénile » (Abdoulkader A., Djibouti)

- « Unité égalité et paix pour une meilleur justice » (Abdoulkader A., Djibouti)

- « Promotion de la production naturelle des produits agropastoraux accessibles à tous ». (*contribution collective*, Côte d'Ivoire)

- « L'espérance d'une paix durable, raison de croire à l'environnement socio-économique dans la gigantesque lutte contre la misère » (Denise N., République démocratique du Congo)

- « Nouveaux risques et nouveaux droits sociaux : le paradigme de la crise de l'aide sociale à la lumière du vieillissement démographique » (Gabriel A., Grèce)

- « Rebâtir des relations de confiance qui ouvre vers un avenir pour tous » (Nathalie B., France)

- « L'intelligence artificielle au service des personnes vivant dans l'extrême misère » (Elvira C., Colombie)

- « La protection de l'environnement, la paix dans le monde pour un développement durable qui ne laissera personne à l'écart » (Denise N., République démocratique du Congo)

- « La paix comme chemin vers le développement » (Justin B., République démocratique du Congo)

- « Faire taire les armes et mettre fin aux conflits et guerres dans le monde pour construire l'avenir de nos enfants sans pauvreté » (Séphanie M., République démocratique du Congo)

- « Drogue et pauvreté : briser le cercle vicieux » (David. A., Île Maurice)

- « Éducation : pour une école qui ne laisse personne de côté » (Gaëlle D., Île Maurice)

- « La transmission de la mémoire aux jeunes générations » (David A., Île Maurice)

- « L'emploi et l'autonomie économique : des solutions durables contre la pauvreté » (Omar M., Sénégal)

- « Les conséquences de la pauvreté sur l'égalité des chances » (Martinos K., République démocratique du Congo)

- « Demain sera meilleur si chacun s'engage à lutter contre la misère » (Samuel K., Cameroun)

- « La résilience dans l'adversité : lutter ensemble contre la pauvreté et pour la santé » (Narumol N., Thaïlande)

6. Participation à une session par Zoom

Comme l'année dernière, nous avions proposé aux personnes qui nous envoyaient des contributions de participer à une rencontre par Zoom à la fin du mois de mars, afin de discuter davantage du sous-thème, du processus de consultation en lui-même, voire d'éventuels projets pour les célébrations du 17 octobre 2025.

Parmi les 53 personnes contributrices à la consultation qui ont répondu "Oui" ou "Peut-être" a une participation par Zoom, 8 personnes ont participé à la 1re rencontre en français du mercredi 26 mars, 12 personnes ont participé à la rencontre en anglais du vendredi 28 mars, 3 personnes ont participé à la rencontre en espagnol du mardi 1er avril et 13 personnes ont participé à la seconde rencontre en français du jeudi 3 avril.

6.1. La rencontre par Zoom

Avant ces rencontres, les participants à la consultation ont partagé ce qu'ils espéraient retirer de leur participation à la rencontre par Zoom :

6.1.1. Les participants et participantes à la consultation ont partagé ce qu'ils espéraient durant ce Zoom :

- Que les gens se présentent, parler de son association,
- Comprendre le processus de consultation,
- Expliquer la dynamique entre le Forum et le réseau mondial en action,
- Parler de l'approche participative et la mise en œuvre de la consultation, du travail de suivi que représente le Zoom et l'évaluation que peut être la synthèse,
- Explication de la thématique de cette année (voir l'invitation de la Présidente du Comité international), avoir un échange plus approfondi sur le sous-thème, discerner son importance, Comprendre le processus des choix des sous-thèmes,
- Être renforcé dans son engagement citoyen.

6.1.2. Partager ses expériences et échanger avec d'autres :

- Expliquer ce qui est vécu par les personnes avec lesquelles on est en lien (en particulier les enfants et leurs familles) par rapport au sous-thème du 17 octobre 2025, distinguer lutte contre l'extrême pauvreté en milieux ruraux ou urbains, avoir un même langage ? Parler de ses rêves, Entendre des vécus différents, des solutions originales, des inspirations, Des échanges d'expériences positives permettant de construire du "commun",
- Comprendre quelles peuvent être nos réelles contributions dans le processus de recherche de la paix comme sécurité aux ménages qui se battent au quotidien pour sortir du gouffre de la misère,
- S'inspirer des actions actuelles (qu'elles soient éducatives, culturelles ou politiques) pour une meilleure transmission dans les esprits des jeunes générations. Quelles pratiques peuvent être reproduites ailleurs ?

6.1.3. Pistes sur ce que les participants et participantes pourraient faire pour le 17 octobre :

- Comment aborder le thème retenu pour cette année ? Affiner la compréhension du thème pour se lancer concrètement dans la préparation du 17 octobre, Approfondir les réflexions sur la maltraitance sociale et institutionnelle,
- La résolution collective de conflits,
- Recueillir des appréhensions, inquiétudes ou préoccupations par rapport aux événements du 17 octobre ?
- Renforcer la valeur des paradigmes basés sur les droits humains fondamentaux et développer des lois et des politiques publiques d'inclusion sociale,
- Formuler des recommandations pertinentes pour faire avancer la lutte contre la pauvreté de manière collective et inclusive.

6.1.4. Les participants et participantes pourraient discuter de différentes approches pour s'opposer à la maltraitance

- Évoquer des exemples de maltraitance sociale et institutionnelle et des stratégies efficaces et bonnes pratiques contre celle-ci, Des vraies pistes de solution, Histoires de réussite de petites communautés, Discuter de la manière dont la maltraitance sociale et institutionnelle est présente dans notre société aujourd'hui,
- Sensibiliser davantage de personnes aux injustices sociales contemporaines, notamment en matière de racisme et d'inégalité,
- Apprendre les moyens que les parents pauvres déploient pour offrir à leurs enfants le meilleur d'eux-mêmes en vue de leur assurer un meilleur avenir,
- Comment réduire l'impact du réchauffement climatique dans le Sud global ?

6.2. Échos des rencontres par Zoom

« Est-ce qu'on reste sur notre belle théorie contre la pauvreté, ou y a-t-il une action concrète, c'est-à-dire qu'on serait un peu pragmatique, comme on peut le faire dans notre pays : créer une école pour les enfants pauvres ? Ça fait partie des actions auxquelles je me réfère pour ne pas rester sur la belle théorie » (Jean Maurice B., Madagascar)

« Notre mandat est de mettre fin à la pauvreté par l'éducation. […] Depuis 25 ans, nous sommes activement engagés dans la lutte contre le travail des enfants, en particulier parmi les ouvriers de l'industrie de la brique. On peut donc dire qu'aujourd'hui, à Chennai, il n'y a presque plus de travail des enfants. Presque… mais cela arrive encore ici et là, car les enfants représentent la forme de main-d'œuvre la moins coûteuse. Ils peuvent être facilement exploités. » (Michael H., Inde)

« Le Réseau européen de lutte contre la pauvreté était-il impliqué dans la consultation ? L'une de mes recommandations serait de le contacter. Je pourrais également suggérer de promouvoir votre travail auprès du milieu universitaire. Même auprès de réseaux d'universitaires, comme *Academics Stand Against Poverty* ou le *European Social Network* — qui comporte un département spécifique sur la pauvreté. […] Dans certains pays, en particulier en Europe, les universitaires ont une capacité d'influence sur les décideurs politiques, ce qui n'est pas le cas des organisations de

terrain. Il est donc toujours très précieux d'impliquer, au minimum, les universitaires favorables à une approche fondée sur les droits humains en matière de pauvreté ou de sécurité sociale. » (Gabriel A., Grèce)

« Pour améliorer le processus ce sont les rythmes des équipes qu'il faudra respecter. Par exemple, en Amérique latine, en Bolivie surtout, avec les grandes vacances d'hiver, cette période n'est pas facile pour organiser les groupes de dialogue quand arrive tardivement la consultation. La consultation doit être lancée plus tôt ; avant la fin du mois de janvier par exemple. » (Guillermo D., Bolivie)

« Il serait important qu'après chaque 17 octobre le Forum fasse un retour vers les équipes et associations en leur envoyant un petit mot d'encouragement, soit dire qu'on prend bien acte de vos efforts. Cela galvaniserait le moral de tout un chacun. » (Samuel K., Cameroun)

« Être impliqué dans le choix du thème international, c'est intéressant pour nous. Mais ce n'est pas facile de rassembler les gens pour faire les contributions collectives. [...] Les insistances des rappels et relances du Forum ont pousser notre équipe pour aller chercher les personnes qui luttent pour la survie. Cela a été très important pour nous cette façon du Forum de stimuler les équipes à aller chercher les contributions. » (Denise N., République démocratique du Congo)

Documents ressources évoqués par les contributeurs et contributrices :

Le rapport 2024 du PNUD sur son "indice de pauvreté multidimensionnelle" : https://hdr.undp.org/content/2024-global-multidimensional-poverty-index-mpi#/indicies/MPI

Le thème principal du Festi'Rural des 22, 23 et 24 août 2025 dans le Cantal (station du Lioran, en France) : « Célébrer le bien vivre en rural, en paix avec les autres et avec la Terre ». https://festirural.org/

Sur l'utilisation du terme "co-construction" en Europe : https://efis.parisnanterre.fr/blog/co-construction-in-the-field-of-social-welfare-cocoso/

La méthode IDEEP (abbréviation de *Inclusive and Deliberative Elaboration & Evaluation of Policies*. En français : « Élaboration et évaluation inclusive et délibérative des politiques »). https://srpoverty.org/wp-content/uploads/2024/02/2024-02-12-IDEEP.pdf

Le rapport de la recherche *Family Advocacy Project* : https://www.atd-fourthworld.org/wp-content/uploads/sites/5/2024/07/Family-Advocacy-Project-en-3.pdf

Le livre « Tisser du lien social avec la non-violence » paru aux éditions Chroniques sociales en 2019. https://www.chroniquesociale.com/comprendre-la-societe/1080-tisser-du-lien-social.html

Rapport de recherche sur les Dimensions cachées de la pauvreté : https://www.atd-quartmonde.org/wp-content/uploads/2019/12/Dimensions-cach%C3%A9es-de-la-pauvret%C3%A9-9-12-2019.pdf

L'édition spéciale du livre « En finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté » sur la maltraitance institutionnelle : https://www.atd-quartmonde.fr/produit/en-finir-avec-les-idees-fausses-sur-la-pauvrete-maltraitance-institutionnelle/